



que temps d'aller à la racine des choses et chercher derrière l'austérité pour voir qu'il s'agit en fait de l'arbre qui cache la forêt des problèmes sociaux.

Néolibéralisme et Austérité : le capitalisme au 21ème siècle

NOUVEAU MASQUE DU CAPITALISME

Pendant et après la grève de 2012, plusieurs dénonçaient le néolibéralisme, comme maintenant tous dénoncent l'austérité. Y

a-t-il un changement réel dans les politiques entre ces deux périodes ? Ou pour le dire plus directement, y a-t-il eu un arrêt des attaques contre les services à la population, des mesures favorisant les riches, que ce soit sous le PQ ou sous le gouvernement libéral ? Depuis le début des années 2000, tous les gouvernements qui se sont succédés ont procédé à des baisses d'impôt et des hausses de taxes et de tarifs, mesures qui favorisent les plus riches, affectent quotidiennement les plus pauvres et contribuent à creuser le fossé des inégalités sociales. Quand on pense aux coupures à l'aide sociale, ou aux modifications aux crédits d'impôts pour études post-secondaires du gouvernement Marois, on peut voir

Le capitalisme a besoin pour fonctionner d'une croissance continue. Cette croissance provient toujours en partie du support qu'offrent les gouvernements aux entreprises, en mettant en place des politiques publiques qui poussent vers une plus grande place du marché dans la société. Ainsi, l'austérité n'est que la forme la plus récente des mesures visant à réduire l'investissement dans les services publics qui nous sont imposées depuis les 20 dernières années, et plus encore. C'est pourquoi il serait plus

que rien n'a changé depuis le règne de Charest. Les gouvernements changent, les noms changent, mais il est vraiment temps que l'on comprenne que le problème est plus profond: il y a des forces économiques qui guident les actions du gouvernement, et c'est la croissance économique, qui est nécessaire pour le maintien du capitalisme.

Nommer l'ennemi

Il faut premièrement être capable de nommer l'ennemi qui appauvrit les travailleurs et travailleuses, le capitalisme, pour pouvoir l'analyser comme une dynamique globale qui détermine des politiques particulières, comme l'austérité ou le néolibéralisme. Le désinvestissement en santé du gouvernement provincial ne vise qu'à pousser les citoyens à utiliser les cliniques privées qui augmenteront leurs profits et à opérer insidieusement une lente et graduelle, mais certaine, privatisation de notre système de santé. Essentiellement, il s'agit de créer un marché là où il n'y en avait pas, à dépenser sur des choses qui étaient auparavant gratuites ou peu chères, comme des soins

médicaux dans des délais raisonnables, mais aussi des hausses de tarifs en tout genre. Ce sont les mêmes méthodes qui sont appliquées depuis les débuts du système capitaliste: si les gens ne veulent ou ne peuvent pas augmenter leur consommation afin de maintenir la croissance économique, le gouvernement les force directement, et à leur dépend.

Quels chemins pour la lutte ?

L'exemple du PQ et du parti libéral nous montre que bien que les partis ne sont réellement à gauche que lorsqu'ils font parti de l'opposition. Lorsqu'un parti reçoit les millions nécessaires à remporter à une campagne électorale de la part des entreprises, tous savent en son sein qu'ils ne peuvent désobéir aux mains qui les nourrissent, sauf s'ils abandonnent l'idée d'être un parti. On peut le voir dans la trajectoire de Québec Solidaire: ils sont passés d'un anticapitalisme vague du temps de l'UFP, à une position de salaire minimum de 10\$ pour finalement aboutir à une "plus grande égalité pour tous et toutes", dans les



différentes moutures de leurs programmes au cours des années. Deux choses l'une, plus les partis se rapprochent du pouvoir, plus ils se comportent pour plaire à « l'opinion publique » souvent façonnée par les grands médias qui servent certains groupes d'intérêts privés proche du pouvoir, et de deux, la population, occupée à acquérir des biens matériels pour éviter de dépendre des propriétaires, patrons, transport en commun, services gouvernementaux, banques et autres exploiters afin de mener une existence paisible, ne se croit simplement pas capable de prendre en charge une réorganisation de la société, et se contente des réformes et du "moins pire". Or nous produisons tout, et de plus en plus, puisque les riches ne cessent de s'enrichir sur le travail que l'on effectue pour eux !

Les autres conséquences du capitalisme

Il est grand temps de se faire confiance et de dire non, car la soif de profit a mené à plusieurs excès dont on commence à peine à saisir les conséquences. Premièrement, la soif d'aller plus vite a amené le réchauffement climatique, les gaz à effet de serre et la disparition d'une énorme partie de la biodiversité. Ce

sont des effets directs d'un système économique basée sur la croissance infinie sur une planète finie ;il faut absolument que nos luttes défendent nos retraites, mais aussi qu'elles permettent qu'il y ait encore de l'eau potable pour qu'on puisse bien la vivre et qu'il reste de « l'air potable » pour nos enfants et les générations futures !

Ensuite, il ne faut pas oublier l'augmentation des inégalités entre les pays du monde, conséquence directe de la soif de profit des gouvernements qui ont signé des traités de libre-échange afin permettre à leurs amis du privé de transporter leur production vers des pays où les salaires sont moindres. Les inégalités entre les conditions de vie des populations de la planète sont de plus en plus grandes, et de plus à même d'exploser dans des conflits aussi prévisibles que meurtriers et non nécessaires. Nous avons le devoir d'être solidaires de ces femmes et hommes qui luttent quotidiennement pour une survie de plus en plus incertaine.

Pire, ces inégalités se matérialisent aussi chez nous par une pression induite sur les migrantEs, les femmes,

les autochtones, les non-hétéros et les autres minorisés de la société, qui sont toujours les derniers servis en matière d'emploi et qui sont ainsi les plus à risques de se faire jeter dans les nouveaux trous que l'on creuse dans le filet social. Le capitalisme bénéficie directement des personnes les plus désespérées de notre société pour effectuer les tâches ingrates à des salaires de misères, ce qui permet de réduire les salaires pour le reste de la population. Lorsqu'on garanti son avenir au dépend des autres, on risque de n'avoir ni garantie ni avenir !

Où est-ce que je signe ?

Partout et toujours ! Il faut ramener la question du capitalisme partout, dans nos assemblées générales, à la table de la cuisine au travail, dans nos organisations politiques, communautaires, sportives ou sociales. Il faut mettre en place des groupes autonomes, qui ne dépendent de personne, dans lesquelles on échange d'égal à égal pour trouver les opportunités que

l'on désire saisir pour s'attaquer aux systèmes d'oppressions. Mais il faut se coordonner, se réseauter, mettre nos ressources en commun, et promouvoir le message que le capitalisme c'est la misère, et qu'un autre monde est, peut et doit absolument être possible. C'est ce que nous essayons humblement de faire, en tant que Convergence des Luttes Anticapitalistes (CLAC), en mettant notre grain de sable dans l'engrenage. Nous avons mis en place un comité Austérité, afin de dénoncer que la crise de l'austérité est la même que celle de la crise environnementale sans précédent qui nous guette; ce sont les symptômes du système capitaliste qu'il faut abolir, si nous voulons réellement transformer la société. Parce que nous voulons défendre nos droits et nos acquis sociaux, mais aussi notre vie et notre planète !



Vous êtes tous-tes bienvenue à vous joindre au comité Austérité de la CLAC : **nous nous rencontrons à 18h le jeudi 13 novembre à DIRA au 2035 St-Laurent (près de Maisonneuve).**

CLAC CONVERGENCE
DES LUTTES
ANTICAPITALISTES
MONTREAL

<http://clac-montreal.net>

info@clac-montreal.net